

***Arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2019-0145  
déclarant d'intérêt général les travaux de restauration de la ripisylve, des berges et de gestion des  
atterrissements des cours d'eau des bassins versant des Corbières Maritimes  
au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement  
portée par le Syndicat des Bassins Versants des Corbières Maritimes***

La préfète de l'Aude  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L211-7, L215-15, L215-18 ;
- VU le Code rural et notamment ses articles L151-36 et L151-40 relatifs aux travaux prescrits ou exécutés par les départements, les communes, leurs groupements et les syndicats mixtes ;
- VU le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Madame Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Aude ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2019-129 en date du 14 octobre 2019 donnant délégation de signature à M. Jean-François DESBOUIS, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;
- VU les arrêtés des 30 mai 2008 et 30 septembre 2014 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux soumis à autorisation ou déclaration et relevant des rubriques 3.2.1.0 et 3.1.5.0 ;
- VU l'arrêté n° 15-343 du 21 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2015-163 du 25 septembre 2015 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'étang de Salses-Leucate ;
- VU la délibération du Syndicat intercommunal des bassins versants des Corbières Maritimes en date du 25 juillet 2018 ;
- VU le dossier transmis par le Syndicat intercommunal des bassins versants des Corbières Maritimes le 12 février 2019 ;

- VU** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, en date du 2 avril 2019 déclarant le dossier complet et recevable ;
- VU** les avis recueillis au cours de l'instruction ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2019-0012 du 21 juin 2019 portant ouverture, du 1er août au 30 août 2019 inclus, d'une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général des travaux de restauration de la ripisylve, des berges et la gestion des atterrissements des cours d'eau ;
- VU** le registre d'enquête et les pièces attestant de son bon déroulement dans les mairies des communes concernées par le projet ;
- VU** le rapport du commissaire-enquêteur en date du 28 septembre 2019 par lequel il émet un avis favorable sans réserve à la déclaration d'intérêt général des travaux ;
- VU** les d'observations émises par le pétitionnaire en date du 06 novembre 2019 sur le projet d'arrêté dont il a été destinataire le 30 octobre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que l'analyse de l'état initial des cours d'eau des bassins versants des Corbières Maritimes met en évidence le défaut d'entretien par les propriétaires riverains,

**CONSIDÉRANT** que le défaut d'entretien a des conséquences sur le fonctionnement hydraulique des cours d'eau pouvant engendrer un risque en période de crue,

**CONSIDÉRANT** que les travaux envisagés visent à retirer les embâcles, à restaurer la ripisylve des cours d'eau et en conséquence à rétablir des conditions « normales » d'écoulement des eaux,

**CONSIDÉRANT** que ces travaux visent en outre à préserver la qualité, l'équilibre et le maintien de la diversité des écosystèmes aquatiques et à contribuer au bon état écologique des masses d'eau.

**CONSIDÉRANT** l'intérêt général du projet présenté par le Syndicat intercommunal des bassins versants des Corbières Maritimes , confirmé par l'avis favorable du commissaire enquêteur,

**SUR** proposition de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 :**

Sont déclarés d'intérêt général, aux conditions énoncées aux articles ci-dessous, les opérations de restauration de ripisylve, des berges et de gestion des atterrissements de cours d'eau telles qu'envisagées par le Syndicat intercommunal des bassins versants des Corbières Maritimes conformément à la carte jointe en annexe, aux plans et données techniques du plan de gestion présenté dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Ce plan de gestion pourra faire l'objet d'adaptation après accord du service de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, en particulier pour prendre en compte des interventions ponctuelles non prévisibles rendues nécessaires à la suite d'une crue ou de tout autre événement naturel majeur et des interventions destinées à garantir la sécurité des engins nautiques non motorisés ainsi que toute opération s'intégrant dans un plan d'action et de prévention des inondations.

**ARTICLE 2 :**

Le projet relève des rubriques suivantes mentionnées à l'article R 214-1 du Code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristique du projet	Régime
3.1.5.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens « ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1° Destruction de plus de 200 m<sup>2</sup> de frayères (A)</li> <li>• 2° Dans les autres cas (D)</li> </ul>	<p>Travaux étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole.</p>	<p><b><u>Déclaration</u></b></p>
3.2.1.0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation (supprimé à compter du 1er janvier 2012), des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1° Supérieur à 2 000 m<sup>3</sup> (A) <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2° Inférieur ou égal à 2 000 m<sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A)</li> <li>• 3° Inférieur ou égal à 2 000 m<sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D)</li> </ul> </li> </ul>	<p>Entretien de cours d'eau</p>	<p><b><u>Déclaration</u></b></p>

Le présent arrêté vaut décision au titre de la procédure de déclaration conformément à l'article R 214-101 du code de l'environnement.

Il ne préjuge en rien de l'obtention d'autres autorisations nécessaires au titre d'autres réglementations le cas échéant.

### **ARTICLE 3 :**

Les travaux sur la ripisylve consistent essentiellement en :

- l'enlèvement des embâcles et des bois morts,
- l'abattage sélectif d'arbres morts, malades ou instables et menaçants de tomber, en laissant les souches garantissant la stabilité des berges,
- l'élagage des branches basses susceptibles de freiner l'écoulement,
- le recépage des cépées trop denses ou vieillissantes,
- les travaux nécessaires pour accéder aux sites concernés et l'élimination des rémanents de coupe.

Les travaux sur les atterrissements comprendront :

- le traitement de la végétation : coupe et dessouchage, débroussaillage ou évacuation des embâcles
- le décompactage par griffage sans extraction des matériaux, mais avec régalinge ou déplacement en lit mineur, des atterrissements susceptibles de gêner les écoulements ou d'accentuer des érosions.

Les travaux sur les berges sont en génie végétal et consistent essentiellement en :

- un retalutage des berges en pente douce,
- une pose de pieux avec tressage en pied de berge,
- une protection de berge alliant pierre, bois et végétaux vivants,
- une plantation d'arbres, arbustes, plantes héliophytes ou graminées selon le cas.

### **ARTICLE 4 :**

Les travaux de restauration seront pérennisés par un entretien régulier réalisé sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat intercommunal des bassins versants des Corbières Maritimes, dans les mêmes conditions que la première tranche de travaux. Un technicien de rivière affecté sur le territoire de compétence du Syndicat intercommunal des bassins versants des Corbières Maritimes assurera également une surveillance de manière à traiter rapidement les désordres consécutifs notamment aux aléas climatiques.

### **ARTICLE 5 :**

Pendant la durée des travaux de restauration et d'entretien ultérieur, les propriétaires sont tenus et ce, sans indemnité, de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux.

Les terrains bâtis ou clos de murs à la date du 3 février 1995 ainsi que les cours et les jardins attenants aux habitations sont exempts de la servitude en ce qui concerne le passage des engins.

Ce droit s'exerce autant que possible en suivant la rive du cours d'eau et en respectant les arbres et les plantations existants.

### **ARTICLE 6 :**

Les entreprises engagées par le pétitionnaire prendront toutes les mesures nécessaires pour qu'aucune substance polluante ne soit rejetée dans le cours d'eau. Le traitement des déchets éventuels sera réalisé dans les règles de l'art. Le chantier sera arrêté, le personnel et le matériel évacués du lit du cours d'eau en cas de risque important de montée des eaux.

L'entreprise sera tenue de déclarer dans les meilleurs délais aux services chargés de la police de l'eau les incidents ou avaries de nature à porter atteinte au milieu aquatique.

**ARTICLE 7 :**

La durée de validité du présent arrêté est de cinq ans à compter de la date de sa signature. Toutefois, il deviendrait caduc au cas où les travaux ne feraient pas l'objet d'un « commencement substantiel » d'exécution dans un délai d'un an à compter de cette même date.

**ARTICLE 8 :**

Le service police de l'eau sera informé du début de chaque tranche de travaux prévus et sera destinataire des comptes-rendus de chantier.

**ARTICLE 9 : Publication et information des tiers**

L'arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aude.

Un extrait du présent arrêté, indiquant notamment les motifs qui l'ont fondée ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette opération est soumise, est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans chacune des mairies concernées.

Un dossier sur les travaux concernés est mis à la disposition du public dans la préfecture de l'Aude, pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté ;

La présente décision est mise à disposition du public par publication sur le site Internet de la Préfecture de l'Aude pendant une durée d'au moins 1 an.

**ARTICLE 10 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Montpellier, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr>, conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du 1<sup>er</sup> jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**ARTICLE 11 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, le chef du service départemental de l'Agence française de la Biodiversité de l'Aude et les maires des communes concernées (liste en annexe) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Carcassonne, le 12 NOV. 2019

**Le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer**

**Jean-François DESBOUIS**

Liste des communes concernées par l'arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2019-0145 :

Caves, Feuilla, Fitou, La Palme, Leucate, Trilles.

## Travaux de gestion de ripisylve

2019 - 2023

### Programmation

- 2019
- 2020
- 2021
- 2022

